Gestion des crises : Le CECOGEC se dote d'une salle des opérations modernisée

MALI 2022

L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Les États face à leurs dettes : Dette mondiale et souveraineté économique



Manipulation de l'information au Sahel : Bandiougou Danté plaide pour une plus grande résilience des médias



66e anniversaire de l'Indépendance : Assimi Goïta appelle à « l'union sacrée autour de la République »

Sommaire







UNE / Les États face à leurs dettes : Dette mondiale et souveraineté économique **P 04**

BRÈVES /
- Diplomatie : L'AES renforce son dialogue avec des partenaires européens à New York **P 23**
- Concours Génies en Herbe OHADA : Le Mali à l'honneur à Lomé **P 23**
- SENAJE 2026 : Le CNJ-Mali mise sur l'agriculture pour l'emploi et l'autonomisation des jeunes **P 24**
- Protection des données personnelles : L'APDP et l'IPDCP scellent leur coopération **P 25**

ACTUALITÉ /
- Gestion des crises : Le CECOGEC se dote d'une salle des opérations modernisée **P 27**
- Manipulation de l'information au Sahel : Bandiougou Danté plaide pour une plus grande résilience des médias **P 29**

POLITIQUE /
- 66e anniversaire de l'Indépendance : À New York, Abdoulaye Diop appelle la diaspora à contribuer à la construction du Mali **P 31**
- 66e anniversaire de l'Indépendance : Assimi Goïta appelle à « l'union sacrée autour de la République » **P 33**

CULTURE & SOCIETÉ / SITHO 2026 : Le Mali, pays invité spécial à Ouagadougou **P 36**

INTERNATIONAL /
- Droit au développement : Le Burkina Faso plaide pour une réforme de l'architecture financière mondiale **P 38**
- Sénégal-Libéria : Diomaye Faye et Joseph Boakai veulent renforcer la coopération économique **P 39**

SPORT / Éliminatoires CAN 2027 : La FEMAFOOT mobilise les Aigles avant le choc contre le Cap-Vert **P 41**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

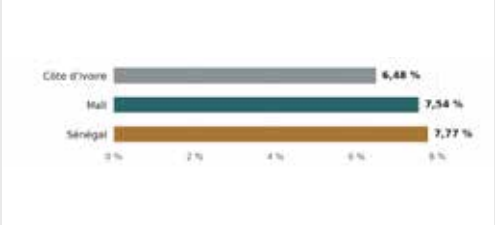
La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Les États face à leurs dettes : Dette mondiale et souveraineté économique





Adjudications des 18 août 2026 en Côte d'Ivoire, 19 août au Mali et 28 août au Sénégal. Source : UMOA-Titres.

Par Dr Hamed Sow

6,48 % pour la Côte d'Ivoire, 7,54 % pour le Mali, 7,77 % pour le Sénégal. En août 2026, trois États qui utilisent la même monnaie et sollicitent le même marché empruntent à trois ans à des conditions différentes. Ces rendements moyens pondérés, relevés lors des adjudications des 18, 19 et 28 août, donnent une entrée concrète dans la question de la dette : derrière les milliards annoncés, il y a un prix, une durée et une marge de décision politique.

Trois rendements à trois ans sur le même marché

Ces opérations n'ont pas eu lieu le même jour et leurs caractéristiques ne sont pas parfaitement identiques. Elles ne constituent donc pas une expérience permettant d'isoler le seul risque national. Mais elles posent une question essentielle : pourquoi certains États financent-ils aisément des besoins considérables quand d'autres doivent payer cher pour mobiliser des montants modestes ? La réponse engage la qualité des finances publiques, la profondeur des marchés et la hiérarchie internationale des monnaies.

La dette concerne presque toute la planète. Dans ses projections d'avril 2026, le Fonds monétaire international situe la dette publique mondiale à 95,3 % du produit intérieur brut cette année et à 100 % en 2029. Elle accompagne l'investissement, les crises, les guerres et le vieillissement. Elle devient aussi une contrainte lorsque les échéances absorbent les moyens de préparer l'avenir. Son importance ne tient donc pas

seulement à son volume, mais à la manière dont elle redistribue le pouvoir entre gouvernements, contribuables et créanciers.

Du privilège du dollar aux recherches d'alternatives des BRICS, des tensions européennes aux difficultés africaines, un même problème se dessine : les États ne disposent pas des mêmes possibilités pour transformer l'emprunt en développement. Pour le Mali, cette réflexion doit déboucher sur une politique précise. L'enjeu est de financer les investissements utiles tout en réduisant la dépendance aux prochaines adjudications.

Comprendre le marché de la dette : les mots et les acteurs

Avant d'entrer dans les chiffres, quelques repères s'imposent. Le vocabulaire de la dette publique paraît technique, mais il décrit des mécanismes simples : un État a besoin d'argent, des épargnants acceptent de lui en prêter, et le prix de ce prêt dépend de la confiance qu'il inspire. Les lignes qui suivent donnent les clés nécessaires pour lire la suite de cet article sans être financier.

Emprunter sur le marché : de quoi parle-t-on ?

Un État peut emprunter de deux façons. Il peut s'adresser à des partenaires publics, comme le FMI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou des États amis, qui lui accordent des prêts, souvent à des conditions avantageuses mais assortis d'exigences. Il peut aussi se tourner vers le marché financier, c'est-à-dire vers l'ensemble des banques, entreprises et épargnants qui disposent d'argent à placer. Il leur propose alors des titres de dette : des reconnaissances de dette standardisées, que l'on peut acheter, conserver jusqu'à leur terme ou revendre à quelqu'un d'autre.

On distingue le marché monétaire, où l'on prête et emprunte à court terme, en général moins de deux ans, et le marché obligataire, où l'on prête à plus long terme. On distingue aussi le marché primaire, où l'État vend ses titres neufs et encaisse l'argent, et le marché secondaire, où les investisseurs s'échangent ensuite ces titres entre eux, comme on revend un bien d'occasion. Plus ce marché secondaire est actif, plus les prêteurs sont rassurés : ils savent qu'ils pourront récupérer leur argent avant l'échéance s'ils en ont besoin.

Les bons et les obligations du Trésor

Le Trésor public est l'administration qui gère la caisse de l'État : il encaisse les recettes, paie les dépenses et emprunte lorsque les unes ne couvrent pas les autres. Dans l'UMOA, il émet principalement deux familles de titres.

Les bons assimilables du Trésor, ou BAT, sont des titres à court terme, dont la durée ne dépasse pas deux ans et se limite souvent à trois, six ou douze mois. Ils servent surtout à gérer la trésorerie, c'est-à-dire à faire face à un décalage momentané entre les rentrées d'argent et les paiements, un peu comme un découvert que l'on s'engage à combler rapidement. Ils ne versent pas d'intérêts en cours de route : l'investisseur les achète moins cher que leur valeur de remboursement, et la différence constitue sa rémunération.

Les obligations assimilables du Trésor, ou OAT, sont des titres à plus long terme : trois, cinq, sept ans ou davantage. Elles financent plutôt les investissements et le remboursement d'emprunts plus anciens. L'État verse chaque année un intérêt, appelé coupon, puis rembourse le capital à la date d'échéance. Quand cet article évoque le rendement à trois ans du Mali ou de la Côte d'Ivoire, il s'agit d'OAT de trois ans. Le même sigle désigne en France les obligations émises par l'État français.

Le terme « assimilables » signifie qu'un État peut émettre, à des dates différentes, de nouvelles tranches d'un même titre, avec la même échéance et le même coupon. Ces tranches se confondent en une seule ligne, plus grande et donc plus facile à échanger. Les États de la région empruntent aussi par appel public à l'épargne : l'emprunt obligataire est alors proposé largement, y compris aux particuliers, avant d'être coté à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan. Certains États émettent enfin des eurobonds, des obligations placées sur les marchés internationaux en dollars ou en euros, qui les exposent au risque de change.

Les principaux titres de la dette publique en un coup d'œil

Instrument	Durée	À quoi sert-il ?
Bon assimilable du Trésor (BAT)	Jusqu'à 2 ans, souvent 3, 6 ou 12 mois	Couvrir les besoins de trésorerie de court terme
Obligation assimilable du Trésor (OAT)	Plus de 2 ans : 3, 5, 7 ans ou davantage	Financer les investissements et refinancer les emprunts arrivant à échéance
Emprunt par appel public à l'épargne	Généralement 5 à 10 ans	Mobiliser l'épargne du public, y compris des particuliers ; titre coté à la BRVM
Eurobond	Souvent 10 ans ou plus	Emprunter en dollars ou en euros auprès d'investisseurs internationaux
Prêt concessionnel	Souvent 20 à 40 ans	Financer à taux réduit des projets de long terme auprès du FMI, de la Banque mondiale, de la BAD…

Durées indicatives. Les BAT et les OAT de l'UMOA sont émis en francs CFA, ce qui évite aux États le risque de change ; les eurobonds, eux, doivent être remboursés en devises.

Taux, rendement et adjudication : le prix de l'argent

Le taux d'intérêt, ou coupon, est fixé au moment de l'émission. Le rendement est ce que gagne réellement l'investisseur compte tenu du prix auquel il a acheté le titre. Si les prêteurs sont nombreux et confiants, ils acceptent de payer le titre plus cher et le rendement baisse ; s'ils hésitent, ils ne l'achètent qu'avec une décote et le rendement monte. Le rendement est donc le véritable thermomètre du coût de la dette : un rendement de 7,54 % signifie que l'État paie chaque année environ 7,54 francs pour 100 francs empruntés.

Dans l'UMOA, la plupart de ces titres sont vendus par adjudication, une sorte de vente aux enchères organisée avec l'agence UMOA-Titres. Le Trésor annonce le montant qu'il souhaite lever, appelé objectif, et les investisseurs déposent leurs offres en indiquant la somme proposée et le rendement demandé. Le Trésor retient les offres les plus avantageuses pour lui jusqu'à couvrir son besoin. Le rendement moyen pondéré résume le prix moyen payé, en tenant compte du poids de chaque offre retenue. Le taux de couverture compare les offres reçues à l'objectif : 150 % signifie que les investisseurs ont proposé une fois et demie la somme demandée.

Qui sont les acteurs du marché obligataire ?

Les émetteurs sont les emprunteurs : ici, les Trésors publics des huit États de l'UMOA, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Des entreprises publiques ou privées et des institutions régionales, comme la Banque ouest-africaine de développement, empruntent aussi sur ce marché.

Les investisseurs sont les prêteurs. Les banques commerciales de la région en sont de loin les premiers : elles achètent une grande partie des titres publics, d'autant qu'elles peuvent les apporter en garantie à la BCEAO pour obtenir des liquidités. Viennent ensuite les compagnies d'assurance et les caisses de retraite, qui placent l'épargne de leurs assurés sur de longues durées, les fonds de placement collectif, les entreprises et, de plus en plus, les particuliers, y compris les membres de la diaspora.

Les intermédiaires font le lien entre les deux. Les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) sont des banques sélectionnées par chaque État, qui s'engagent à participer

régulièrement à ses émissions et à animer les échanges de ses titres ; en contrepartie, elles bénéficient d'un accès privilégié. Les sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI) placent les titres auprès du public et passent les ordres en Bourse.

Les institutions encadrent et font fonctionner le marché. L'agence UMOA-Titres, installée à Dakar, accompagne les États dans la préparation et l'organisation de leurs émissions. La BCEAO, banque centrale commune, fixe ses taux directeurs et fournit des liquidités aux banques. L'Autorité des marchés financiers de l'UMOA (AMF-UMOA) autorise les emprunts ouverts au public et veille à la protection des épargnants. La BRVM assure la cotation et les échanges des titres admis en Bourse.

Les agences de notation évaluent enfin la capacité d'un emprunteur à rembourser et l'expriment par des lettres : AAA pour la meilleure qualité, puis AA, A, BBB, et ainsi de suite. Une note plus basse signifie un risque jugé plus élevé, donc un rendement exigé plus fort. Cet article revient plus loin sur leur rôle et sur leurs limites.

Ces mécanismes sont les mêmes partout : le Trésor américain, l'État français ou celui du Mali vendent des titres à des investisseurs qui comparent risques et rendements. Ce qui change d'un pays à l'autre, c'est la monnaie de remboursement, la profondeur du marché et la confiance accordée à l'emprunteur.

Les plus grandes dettes ne sont pas toutes les plus fragiles

Parler des « pays les plus endettés » exige de choisir un indicateur. Le montant total mesure la taille de l'encours ; le ratio dette/PIB le rapporte à la production annuelle. Le tableau classe les dix plus gros encours publics en dollars. Il ne classe ni les dix ratios les plus élevés, ni les dix pays les plus proches du défaut. Les grandes économies y occupent naturellement une place dominante.

Les dix plus gros encours de dette publique en 2026

Rang et pays	Dette en milliards de dollars	Dette en % du PIB
1 États-Unis	40 739	125,8 %
2 Chine	22 290	106,9 %
3 Japon	8 951	204,4 %
4 Royaume-Uni	4 418	103,6 %
5 France	4 258	118,4 %
6 Italie	3 790	138,4 %
7 Allemagne	3 523	64,6 %
8 Inde	3 464	83,4 %
9 Canada	2 776	110,7 %
10 Brésil	2 544	96,5 %

Projections du FMI, WEO d'avril 2026. Dette brute des administrations publiques. Encours en dollars calculés à partir du PIB nominal en dollars et du ratio dette/PIB, puis arrondis au milliard. Classement par montant, non par ratio.

Le Japon illustre la portée limitée d'un classement par le seul ratio. Une dette supérieure à deux années de production ne produit pas les mêmes conséquences selon qu'elle est libellée dans une monnaie nationale, détenue par des investisseurs stables et adossée à un marché profond, ou contractée en devises auprès de créanciers qui peuvent se retirer brutalement. La richesse nationale, le pouvoir fiscal, la crédibilité des institutions et les ressources extérieures comptent autant que le chiffre affiché.

La dette est d'abord un moyen de déplacer des ressources dans le temps. Elle permet de construire aujourd'hui une infrastructure dont les avantages s'étendront sur plusieurs décennies. En période de récession, elle peut éviter qu'une baisse temporaire des recettes n'oblige à supprimer des dépenses indispensables. Mais un déficit devenu permanent sans élargissement de la base productive finit par réduire la liberté des budgets suivants.

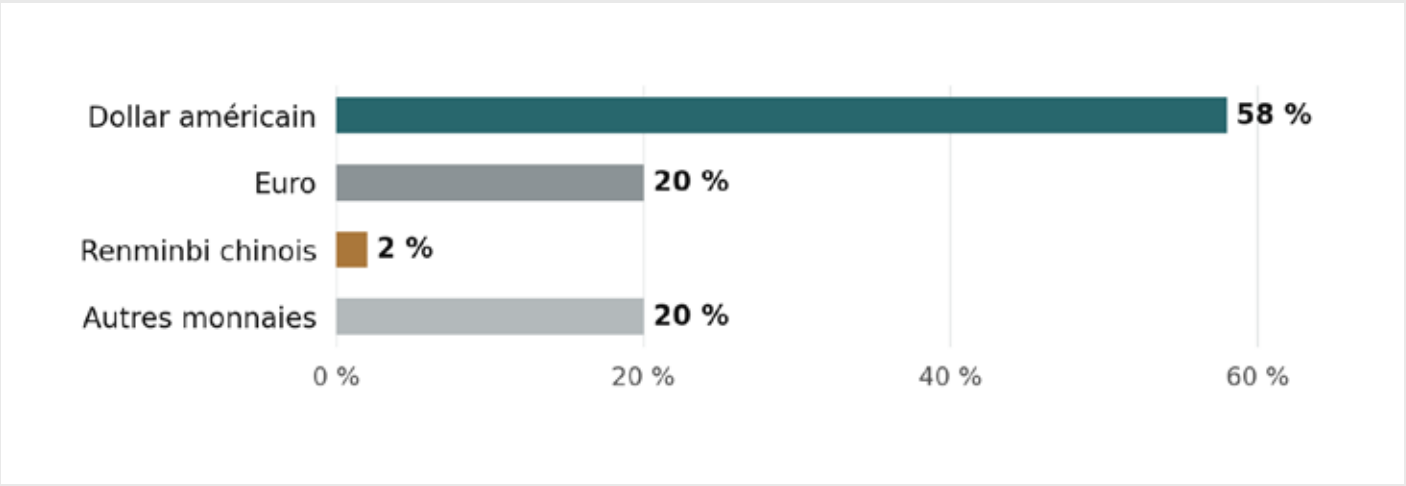
Le rapport entre le coût moyen de la dette et la croissance nominale, qui inclut l'évolution des prix, est également déterminant. Une croissance supérieure au taux d'intérêt facilite la baisse du ratio, à condition que les nouveaux déficits restent maîtrisés. Elle ne rend pas tout emprunt soutenable.

Un État n'a pas besoin de rembourser simultanément toute sa dette. Il renouvelle normalement une partie des emprunts arrivant à échéance. La difficulté surgit lorsque ce renouvellement exige des taux plus élevés ou des durées plus courtes. Il faut alors examiner le calendrier, le service de la dette rapporté aux recettes et la monnaie de remboursement. Un ratio apparemment modéré peut cacher une forte tension de trésorerie. Le cas malien le montrera.

Le dollar donne un avantage décisif au Trésor américain

Les États-Unis bénéficient d'une situation exceptionnelle : ils empruntent dans une monnaie que les autres économies utilisent pour commercer, constituer des réserves et placer leur épargne. Les dollars reçus par un exportateur ou une banque centrale peuvent être réinvestis dans les obligations du Trésor américain. La demande mondiale de dollars entretient ainsi une demande de dette américaine, soutenue par la liquidité du marché et la facilité de revendre ces titres.

La place du dollar dans les réserves de change mondiales



Parts arrondies en 2024, réserves officielles dont la composition monétaire est connue. Source : Réserve fédérale des USA, édition 2025.

Cette position permet bien aux États-Unis de faire financer une partie de leur dette par le reste du monde. Mais elle ne signifie pas que les étrangers la financent entièrement : selon la Réserve fédérale, ils détenaient environ 32 % des titres du Trésor à la fin de 2025. Le reste appartenait à des détenteurs américains, dont la banque centrale. Cette proportion porte sur les titres du Trésor ; elle ne doit pas être appliquée mécaniquement à l'encours de toutes les administrations publiques.

L'avantage dépasse le nombre des acheteurs. Washington promet des dollars, alors qu'un État endetté dans une devise étrangère doit d'abord se procurer cette devise. Le détenteur extérieur d'un titre américain supporte, dans sa propre monnaie, les conséquences d'une dépréciation du dollar. Les États-Unis disposent ainsi d'une capacité d'absorption des chocs que ne possèdent pas les emprunteurs dépendant de recettes d'exportation limitées.

Ce privilège ne supprime pourtant ni les intérêts ni la contrainte économique. Une création monétaire excessive peut alimenter l'inflation ; une défiance durable peut renchérir le financement. La profondeur du marché ne dispense pas d'une politique budgétaire crédible. Elle donne surtout davantage de temps pour corriger les déséquilibres et davantage de moyens pour répondre à une crise.

La dimension politique est tout aussi forte. Lorsque paiements et réserves passent largement par le dollar et les institutions qui lui sont liées, les sanctions financières peuvent peser bien au-delà des frontières américaines. D'autres puissances cherchent donc à réduire cette dépendance. Leur démarche vise autant la sécurité des échanges et des avoirs que le coût du crédit. C'est sur ce terrain que se situe une partie de l'ambition des BRICS.

Les BRICS cherchent plusieurs voies pour réduire la dépendance

Les BRICS ne construisent pas encore un équivalent du système monétaire américain. Leur démarche rassemble des objectifs différents : payer davantage dans leurs monnaies, disposer de circuits de règlement moins dépendants du dollar et financer le développement avec des institutions qu'ils contrôlent davantage. Ces évolutions peuvent progresser sans qu'apparaisse une monnaie commune. Elles peuvent aussi rester inégales, car les membres n'ont ni la même structure commerciale ni les mêmes intérêts géopolitiques.

La Chine développe l'usage international du renminbi, également appelé yuan, en s'appuyant sur son commerce et sur des infrastructures financières. Le système CIPS, alternatif du SWIFT, permet le traitement de paiements transfrontaliers en renminbi. Son intérêt est concret pour une entreprise qui achète en Chine et reçoit déjà des recettes dans cette monnaie : elle peut réduire certaines conversions et certains risques de change. Mais une infrastructure de paiement ne crée pas, à elle seule, une monnaie de réserve universelle.

Il faut aussi savoir ce que le partenaire fera des yuans accumulés. Pour accepter durablement une monnaie, il doit pouvoir acheter des biens, investir dans des actifs fiables ou reconvertir ses avoirs. La profondeur des marchés, la prévisibilité du droit et les conditions de circulation des capitaux deviennent alors décisives. Le poids commercial chinois offre une base solide ; les restrictions de convertibilité et les choix de contrôle financier limitent encore la portée de l'alternative.

La Russie suit une logique plus directement liée aux sanctions et à la nécessité de maintenir ses échanges. Dès novembre 2023, son gouvernement annonçait que 95 % du commerce avec la Chine était réglé en roubles et en yuans. Ce chiffre, attribué aux autorités russes, décrit une transformation bilatérale ; il ne mesure pas la dédollarisation du commerce mondial. Il montre aussi qu'une sortie partielle du dollar peut accroître la dépendance envers une autre monnaie, ici le yuan.

L'Arabie saoudite illustre une stratégie de diversification plus prudente. En novembre 2023, sa banque centrale et celle de Chine ont conclu un accord d'échange de monnaies de 50 milliards de yuans, prévu pour trois ans.

Ce dispositif facilite l'accès à des liquidités ; il ne constitue pas un abandon du dollar, auquel le riyal reste arrimé. Selon une confirmation de la banque centrale saoudienne rapportée en septembre 2026, la participation expérimentale saoudienne au projet de paiements numériques mBridge avait d'ailleurs pris fin en mai 2025. Une annonce technologique ne suffit donc pas à établir un basculement monétaire.

La Nouvelle Banque de développement, créée par les BRICS, apporte un autre exemple. Elle a émis en août 2025 une obligation de 7 milliards de yuans sur le marché chinois et s'est fixé l'objectif de réaliser 30 % de ses financements en monnaies locales sur la période 2022–2026. Emprunter dans la monnaie des recettes du projet peut diminuer le risque de change. Cela ne garantit cependant ni un taux faible ni la qualité de l'investissement.

L'enjeu est ainsi moins l'annonce spectaculaire d'une monnaie rivale que la construction patiente d'options crédibles. Un système plus diversifié peut réduire certains rapports de dépendance. Pour l'Afrique, sa valeur se mesurera aux conditions des contrats : durée, coût total, devise, transparence et liberté de choix. Changer de créancier sans améliorer ces conditions ne suffirait pas à conquérir une plus grande autonomie.

En Europe la dette met les choix sociaux sous tension

L'Europe montre qu'une monnaie puissante ne fait pas disparaître les difficultés d'endettement. Au premier trimestre 2026, Eurostat évalue la dette publique à 143,5 % du PIB en Grèce, 138,9 % en Italie et 117,6 % en France, contre 88,9 % pour l'ensemble de la zone euro. Les situations restent très différentes : parler d'une Europe uniformément surendettée masquerait les écarts de richesse, de recettes et de structure des emprunts. Mais plusieurs grandes économies doivent financer des stocks élevés tout en répondant à de nouveaux besoins.

La France offre un cas central. Son encours atteint environ 3 536 milliards d'euros au premier trimestre 2026. Dans des projections nationales rapportées le 19 septembre, le ministère des Finances envisage un ratio de 119,3 % à la fin de l'année. Ce dernier chiffre, plus récent, n'est pas celui de la projection du FMI d'avril utilisée pour le classement mondial. Cette différence de date rappelle qu'une prévision doit être présentée comme telle, et révisée lorsque les hypothèses changent.

Le problème français tient à la persistance des déficits autant qu'à l'accumulation passée. Les gouvernements doivent arbitrer entre protection sociale, services publics, transition énergétique, défense et prélèvements. Lorsque la charge d'intérêts augmente au renouvellement des emprunts, une part des recettes supplémentaires est absorbée avant même qu'une nouvelle politique soit décidée. Le débat budgétaire devient plus conflictuel parce que chaque engagement paraît entrer en concurrence avec les autres.

L'euro protège de certaines crises de change, mais chaque Trésor national reste responsable de ses propres obligations. La Banque centrale européenne dispose d'instruments pour lutter contre des désordres de marché qui menaceraient la transmission de sa politique ; leur usage est encadré et ne constitue pas une garantie inconditionnelle de toutes les dettes. La question européenne est donc aussi celle de la solidarité : jusqu'où partager les risques et les financements sans priver les choix budgétaires de responsabilité démocratique ?

Ces tensions nourrissent un terrain politique dont l'extrême droite cherche à tirer parti. En France, le Rassemblement national a obtenu 31,37 % des suffrages aux élections européennes de 2024. En Allemagne, l'AfD a recueilli 20,8 % des secondes voix aux élections fédérales de février 2025. Ces succès ne peuvent être déduits d'un ratio de dette : l'Allemagne, moins endettée que la France, constitue précisément un contre-exemple à une explication aussi simple.

Le lien passe plutôt par les expériences vécues et leur interprétation politique. Dégradation d'un service, sentiment d'abandon territorial, perte de pouvoir d'achat et défiance envers les gouvernants peuvent rendre plus attractives les promesses de protection nationale.

Les débats sur l'immigration, l'identité et la sécurité jouent leur propre rôle. Une politique d'assainissement perçue comme injuste peut aggraver cette défiance, sans être l'unique cause du vote.

La réponse démocratique exige de rendre les arbitrages discutables et compréhensibles. Quels impôts sont réellement collectés ? Quelles dépenses améliorent durablement la vie collective ? Qui supporte l'effort et qui en est exempté ? Réduire une dette au prix d'un affaiblissement durable des capacités productives et du consentement fiscal peut compromettre le redressement recherché. Cette interrogation prend une acuité particulière dans les pays africains, où les besoins essentiels restent immenses et le financement bien plus coûteux.

Pourquoi l'Afrique emprunte-t-elle plus cher ?

L'Afrique rencontre une difficulté structurelle : elle doit financer sa transformation alors que ses emprunts sont souvent évalués à partir de marchés étroits, d'informations incomplètes et d'une histoire de crises qui pèse sur les anticipations. Les risques sécuritaires, politiques, climatiques ou budgétaires existent. Mais leur existence ne justifie pas automatiquement n'importe quelle prime. La question est de savoir si chaque risque est correctement mesuré, distingué des autres et rémunéré une seule fois.

Une hausse des taux peut devenir autoentretenue. Le risque perçu conduit les prêteurs à exiger une rémunération plus forte ; cette charge réduit les moyens d'investir et détériore les finances publiques ; la dégradation confirme ensuite le jugement initial. Un pays peut ainsi payer une partie de la fragilité que le financement cher contribue lui-même à créer. Le problème est particulièrement sévère lorsque les échéances sont courtes et que les investisseurs réexaminent constamment leur exposition.

Le Programme des Nations unies pour le développement a estimé en 2023 qu'une notation plus objective pourrait représenter jusqu'à 74,5 milliards de dollars d'avantages financiers pour les pays africains étudiés. Ce résultat provient d'une simulation : ce n'est ni une facture observée chaque année ni la preuve que tous les écarts de taux seraient abusifs. Il donne néanmoins une mesure de l'enjeu potentiel attaché à la qualité des méthodes et de l'information.

La recherche invite aussi à préciser la critique. Un travail du FMI publié en 2023 observe que la prime associée à l'Afrique subsaharienne disparaît dans certaines estimations lorsque sont intégrés, notamment, la transparence, l'informalité et le développement financier. Ce résultat ne clôt pas le débat sur les biais. Il montre que la comparaison doit tenir compte de facteurs souvent mal mesurés et qu'une politique de réduction des taux ne peut se limiter à dénoncer les investisseurs.

L'expression « impérialisme des agences de notation » peut désigner une asymétrie réelle de pouvoir. Quelques entreprises privées, principalement Moody's, S&P et Fitch, produisent des appréciations qui influencent l'accès aux capitaux de gouvernements souverains. Leurs notes entrent dans les mandats d'investissement et dans les pratiques de gestion des risques. Une décision peut donc peser sur les politiques publiques sans que ceux qui en subissent les effets puissent la contester par les voies ordinaires de la représentation politique.

La critique devient plus solide lorsqu'elle porte sur les mécanismes : poids des jugements qualitatifs, manque de connaissance locale, comparabilité des méthodes, conflits d'intérêts possibles et amplification des crises par les dégradations. Elle perd de sa force lorsqu'elle transforme toute mauvaise note en complot ou toute contrainte budgétaire en injustice extérieure. Une dette dissimulée, un arriéré ou une garantie publique non publiée constituent des risques pour les citoyens autant que pour les prêteurs.

L'action doit donc se mener sur deux fronts. À l'extérieur, les pays africains peuvent exiger des méthodes publiques, des possibilités de réponse, une meilleure prise en compte des réformes et des garanties multilatérales adaptées. À l'intérieur, ils doivent produire des comptes exhaustifs et prévisibles, y compris pour les entreprises publiques.

La transparence n'est pas une concession faite aux agences : elle réduit le pouvoir que leur donne l'incertitude et protège le débat national sur la dette.

Une expertise africaine et un débat monétaire à construire

La réponse africaine ne part pas de zéro. Bloomfield Investment Corporation, implantée à Abidjan, a développé une activité privée de notation. Son rapport de transparence de 2024 présente notamment des notations souveraines dans plusieurs pays de l'UMOA. Dès 2021, UMOA-Titres avait associé Bloomfield et West Africa Rating Agency à un programme de notation des États en monnaie locale. Ces expériences ont contribué à constituer une expertise régionale ; leur portée internationale demeure cependant limitée par la reconnaissance des investisseurs et par la taille des marchés concernés.

Une bonne note sur une échelle régionale ne se compare pas directement à la même lettre sur une échelle mondiale. La monnaie de remboursement, le périmètre de comparaison et la méthode doivent être explicités. Présenter une note locale comme la réfutation automatique d'une note internationale exposerait le débat à un malentendu. L'intérêt d'une expertise de proximité est d'améliorer le diagnostic, pas de promettre des appréciations systématiquement favorables.

Le projet continental d'Agence africaine de notation de crédit, AfCRA, relève de l'Union africaine. Il est porté avec le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. À la date de rédaction, le 24 septembre 2026, son lancement officiel est annoncé pour le 7 octobre à Maurice. Il faut donc distinguer les décisions préparatoires de son fonctionnement effectif et des notes qu'elle pourra produire. Le modèle annoncé vise une structure indépendante et commerciale ; son épreuve décisive sera son autonomie à l'égard des États comme des clients.

Une agence africaine pourra diversifier les regards, développer des données et contester certaines conventions. Elle ne créera toutefois pas, par son seul nom, une demande d'obligations longues. Sa crédibilité dépendra de méthodes vérifiables, d'analystes compétents, d'une gouvernance transparente et de sa capacité à publier une mauvaise note lorsqu'elle est justifiée. L'appropriation africaine de l'évaluation ne doit pas devenir une protection contre l'examen des politiques nationales.

Cette démarche conduit à la question monétaire. Il existe deux francs CFA distincts : celui de l'UMOA, émis par la BCEAO, et celui de la CEMAC, émis par la BEAC. Tous deux sont arrimés à l'euro à la parité de 655,957 francs pour un euro. La réforme annoncée en 2019 pour l'Afrique de l'Ouest a supprimé l'obligation de centraliser une partie des réserves au Trésor français et la représentation française dans les organes concernés, tout en maintenant l'ancrage et la garantie de convertibilité. Les dispositifs des deux zones ne doivent donc pas être confondus.

La stabilité du change facilite certains échanges et limite le risque de devise pour un emprunt libellé en francs CFA. Elle ne garantit ni le remboursement des obligations publiques ni un crédit bon marché. La défense de la parité impose aussi de surveiller les réserves et les équilibres extérieurs. Une garantie de convertibilité monétaire n'est pas une garantie française des dettes des États.

Maintenir l'ancrage, le diversifier ou introduire davantage de flexibilité sont des choix qui méritent un débat public. Une monnaie nationale constitue une autre option, avec des exigences différentes. Chaque scénario doit chiffrer ses effets sur les contrats en devises, les banques, les importations essentielles et l'inflation. L'autonomie monétaire devient utile lorsqu'elle soutient une capacité productive et une politique crédible ; elle ne remplace pas cette construction.

Dans l'UMOA la qualité de la dette doit guider le financement

Les huit États de l'UMOA partagent une monnaie et un marché, mais pas un budget fédéral. Les bons du Trésor financent des échéances courtes ; les obligations permettent des durées plus longues. Les adjudications organisent la confrontation entre les besoins

des Trésors et les offres des investisseurs. Ce marché mobilise une épargne régionale qui serait difficile à réunir séparément. Il ne peut cependant absorber sans limite des demandes publiques croissantes.

La BCEAO influence les conditions de financement par ses taux, ses opérations et les titres qu'elle accepte en garantie. Ses statuts interdisent les concours directs aux Trésors ; les banques peuvent néanmoins acquérir des titres publics et, selon les règles applicables, les utiliser dans leurs opérations de refinancement. Cette articulation rend le système bancaire et les finances publiques étroitement dépendants. Si les banques concentrent leurs actifs sur les États, elles s'exposent à leurs difficultés et peuvent réduire le crédit aux entreprises.

En septembre 2026, le taux minimum de soumission de la BCEAO est de 3 %, niveau applicable depuis le 16 mars. Au premier semestre, le rendement moyen des obligations publiques sur le marché régional atteignait 7,23 %. L'écart ne mesure pas une marge bancaire nette : les durées, risques, garanties et conditions de liquidité sont différents. Il rappelle cependant qu'une baisse du taux directeur ne se transmet pas automatiquement et intégralement à chaque Trésor.

La distinction entre bonne et mauvaise dette doit alors retrouver un contenu économique. La bonne dette finance prioritairement des investissements qui augmentent la production, les recettes futures ou la résilience : électricité fiable, irrigation adaptée, transports utiles, formation et équipements effectivement utilisés. Elle se négocie sur une durée compatible avec les bénéfices attendus et dans une monnaie cohérente avec les ressources de remboursement. Son utilité se juge après réalisation, pas seulement au moment de l'annonce.

La mauvaise dette finance durablement un fonctionnement que les recettes ordinaires ne peuvent soutenir, couvre des gaspillages ou reporte sans cesse un déséquilibre non traité. Emprunter chaque année pour payer des charges permanentes sans perspective d'assainissement fragilise les budgets futurs. La discipline souhaitable est donc de couvrir le fonctionnement courant par des ressources récurrentes et de réserver autant que possible l'endettement à la transformation de l'économie.

Cette règle ne doit pas devenir aveugle. Une école sans enseignants ou un hôpital sans médicaments n'a pas de rendement social. Des dépenses classées en fonctionnement peuvent préserver des capacités essentielles pendant une crise. À l'inverse, un grand ouvrage mal conçu peut constituer une mauvaise dette malgré son classement en investissement. Il faut examiner le coût complet, l'entretien, la qualité de la commande publique et les résultats attendus.

Les ressources étant largement fongibles dans le budget, il faut aussi surveiller l'ensemble des comptes. Afficher un emprunt « pour l'investissement » ne prouve pas que les dépenses courantes sont durablement financées. L'évaluation doit inclure les exonérations, subventions, engagements des entreprises publiques et garanties. Le même souci de vérité vaut pour les règles régionales : un plafond de dette est un repère collectif, pas un certificat automatique de solvabilité. Le tableau suivant permet de comparer les situations sans confondre encours, prévisions et prix des nouvelles émissions.

Huit États et des contraintes de financement différentes

Dette publique projetée et rendements observés en 2026

État	Dette	Dette	Rendement moyen	Date de
Bénin	Md FCFA	% du PIB	OAT à 3 ans	l'adjudication
Burkina Faso	8 850	57,2 %	6,43 %	22 janvier

Côte d'Ivoire	8 830	48,8 %	6,09 %	26 août
Guinée-Bissau	34 340	55,1 %	6,48 %	18 août
Mali	1 220	73,6 %	7,30 %	11 août
Niger	7 680	40,8 %	7,54 %	19 août
Sénégal	6 280	45,5 %	7,23 %	2 juillet
Togo	29 780	132,3 %	7,77 %	28 août
	4 840	64,7 %	6,14 %	10 juillet

Encours publics totaux, et non seuls titres régionaux. Ratios : FMI, WEO avril 2026. Montants. Taux : rendements moyens pondérés d'opérations repères UMOA-Titres ; ce ne sont ni des moyennes annuelles ni le coût moyen du stock. Même durée de trois ans, mais dates et caractéristiques différentes.

L'exemple sénégalais rappelle que les séries peuvent changer fortement lorsque le périmètre des engagements est réévalué. L'accord annoncé avec le FMI le 1er septembre 2026 est un accord au niveau des services, soumis à l'approbation du Conseil d'administration. La restauration de comptes fiables et d'une trajectoire crédible est une condition du financement. Cette exigence nationale n'efface pas le débat sur le traitement international du risque.

Les cinq repères du pacte de convergence de 2015

Indicateur	Seuil de référence	Catégorie
Dette publique / PIB	≤ 70 %	Premier rang
Solde budgétaire global dons compris / PIB	≥ −3 %	Premier rang
Inflation annuelle moyenne	≤ 3 %	Premier rang
Masse salariale / recettes fiscales	≤ 35 %	Second rang
Recettes fiscales / PIB	≥ 20 %	Second rang

Référentiel historique de l'UEMOA. Statut du pacte et réserve d'interprétation précisés ci-dessous.

Ces seuils sont ceux du pacte historique. Celui-ci a été suspendu en 2020 ; la surveillance macroéconomique a continué. En septembre 2026, l'UEMOA présente encore le nouveau pacte comme étant en cours d'adoption. Les valeurs ci-dessus doivent donc être lues comme des références de convergence, et non comme la preuve d'un régime de sanctions intégralement rétabli.

Le Mali reste nettement sous le repère de 70 % selon la projection retenue, mais cela ne lui assure pas des ressources disponibles à chaque échéance. La contrainte se déplace du stock vers le calendrier. Une dette relativement faible rapportée au PIB peut être difficile à refinancer lorsque les recettes mobilisables sont limitées et les remboursements rapprochés.

Le Mali conserve la confiance du marché régional

Les adjudications de 2026 montrent une demande réelle, mais variable selon la date et la durée. De janvier à août, le Mali a levé 840,22 milliards de FCFA par adjudication. Ce cumul brut inclut le refinancement d'anciennes dettes : il ne mesure ni les ressources nouvelles disponibles pour investir ni l'augmentation du stock.

Une sélection d'adjudications maliennes en 2026

Date	Objectif	Offres reçues	Montant retenu	Couverture	Rendement OAT 3 ans
7 janvier	40,00	78,84	44,00	197,10 %	8,42 %
21 janvier	50,00	66,52	55,00	133,04 %	8,57 %
15 avril	50,00	112,58	55,00	225,16 %	7,80 %
29 avril	50,00	86,97	55,00	173,94 %	7,90 %
8 juillet	55,00	70,91	60,33	128,93 %	7,87 %
22 juillet	50,00	95,19	55,00	190,38 %	7,25 %
5 août	55,00	75,48	53,36	137,24 %	7,65 %
19 août	50,00	71,52	55,00	143,04 %	7,54 %
16 septembre	40,00	46,67	43,65	116,68 %	7,73 %

Montants globaux toutes maturités en milliards de FCFA ; taux annuel de la seule OAT à trois ans. Couverture = offres reçues / objectif. Un écart de 0,01 Md peut provenir des arrondis de lignes. Sélection non exhaustive.

La couverture globale ne dit pas tout. Le 7 janvier, l'opération reçoit près du double de l'objectif, mais aucune offre à cinq ans ; le 15 avril, le compartiment à sept ans ne reçoit pas d'offre. Le rendement à trois ans se détend ensuite, sans suivre une baisse continue. Le 16 septembre, l'objectif est dépassé, mais le rendement remonte à 7,73 %. Le Trésor conserve un accès au marché, au prix d'une négociation répétée des volumes, des durées et des conditions.

Le besoin de financement malien vient surtout des remboursements

Pour le Mali, la dette doit être plus au service du développement

La priorité malienne est de réduire la vulnérabilité au refinancement tout en finançant la transformation productive. Cela suppose une stratégie gouvernementale qui traite ensemble la dette, la trésorerie, les recettes et les projets, avec un suivi public des résultats.

Il faut d'abord recenser les engagements : dette directe, garanties, arriérés, risques des entreprises publiques et partenariats. Ce registre doit alimenter un calendrier glissant de trésorerie sur douze mois, rapprochant encaissements probables et paiements exigibles. Une publication trimestrielle distinguerait les emprunts nouveaux des refinancements et expliquerait les écarts avec le programme initial. La prévisibilité est un instrument de négociation avec les investisseurs.

Il faut ensuite lisser les échéances. Lorsque les conditions le permettent, le Trésor peut proposer des échanges de titres, des rachats anticipés ou des émissions plus longues afin d'éviter les concentrations de remboursements. Accepter aujourd'hui un coût légèrement supérieur peut être justifié s'il réduit fortement le risque de devoir emprunter dans l'urgence demain. La décision doit comparer plusieurs scénarios de taux et de recettes, et non rechercher seulement le taux apparent le plus bas. Une réserve de trésorerie calibrée sur les échéances les plus sensibles peut compléter cette protection, malgré son coût de portage.

La diversification des ressources doit être conduite avec la même discipline. Les prêts concessionnels, lorsqu'ils sont accessibles, conviennent particulièrement aux investissements longs dont les recettes sont différées. Les garanties multilatérales peuvent réduire certaines primes si leur coût total reste avantageux. L'épargne des assurances, des caisses de retraite et de la diaspora peut élargir la base des souscripteurs, sans placements forcés ni rémunérations irréalistes. Un financement en devises exige, lui, une évaluation explicite du risque de change ; des recettes essentiellement en francs CFA ne sécurisent pas automatiquement une dette en dollars ou en yuans.



Projection 2026, FMI. Composantes arrondies ; le besoin brut total publié est de 1 954 Md FCFA.

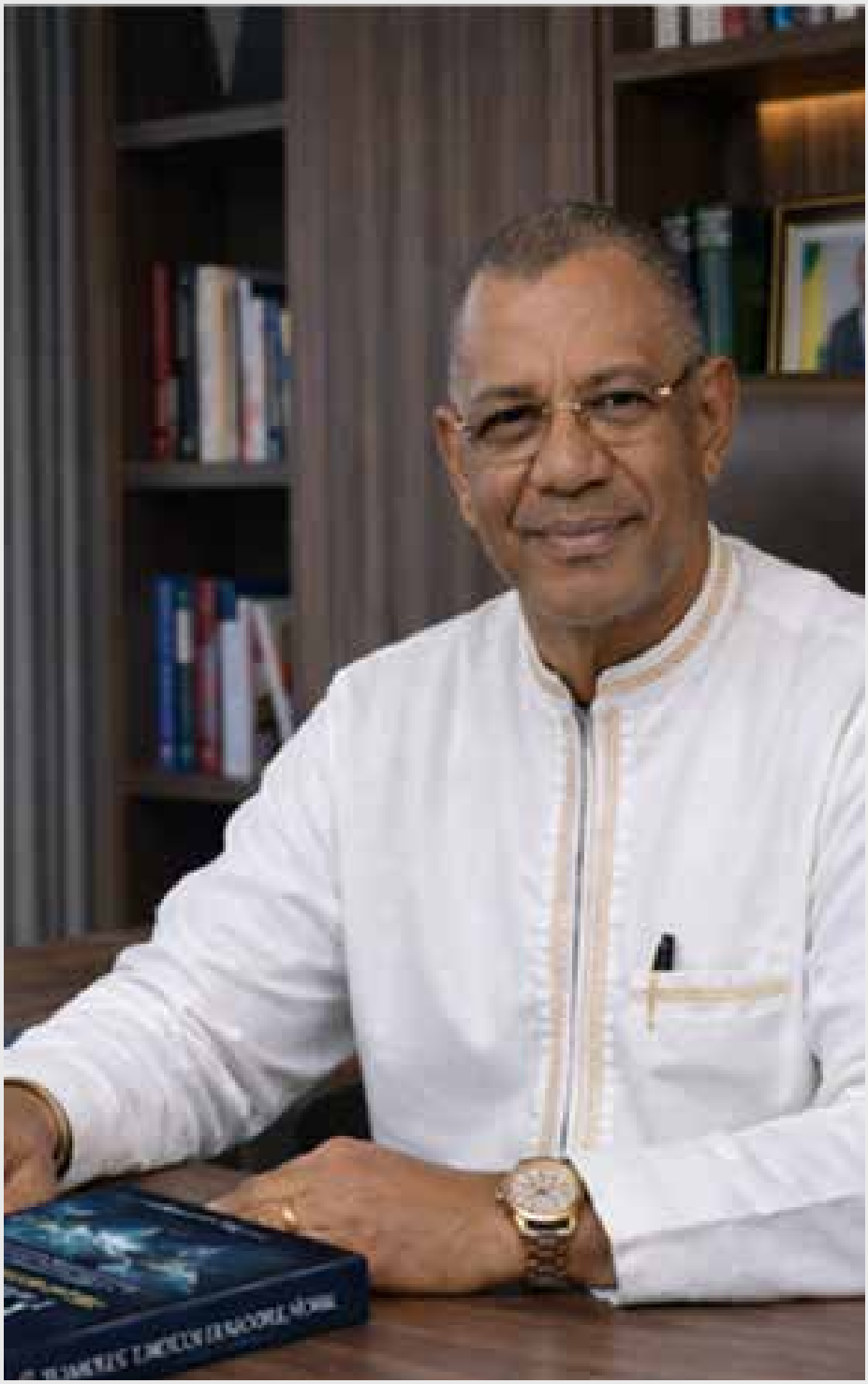
Le FMI projette pour 2026 un besoin brut de financement de 1 954 milliards de FCFA, soit 10,4 % du PIB : environ 1 500 milliards de principal à rembourser et 455 milliards de déficit de trésorerie, aux arrondis près. Les intérêts, estimés à 293 milliards, sont déjà intégrés au déficit : les ajouter à nouveau doublerait leur prise en compte. La pression dominante vient du renouvellement des emprunts. Une mauvaise semaine de marché peut ainsi perturber un budget dont le ratio de dette paraît modéré.

La sélection des projets doit précéder la recherche du prêteur. Les investissements dans l'énergie, l'agriculture et les transports doivent être évalués selon les contraintes qu'ils lèvent, les recettes qu'ils rendent possibles et leurs coûts d'exploitation. Les projets insuffisamment préparés doivent être différés. Une expertise indépendante, la publication des contrats et l'évaluation après mise en service aideraient à éviter que l'endettement finance surtout des surcoûts, des équipements inutilisés ou des intérêts particuliers.

L'effort sur les recettes doit privilégier le recouvrement, la transparence des ressources extractives et la révision des exonérations inefficaces. Comprimer indistinctement les dépenses peut dégrader l'entretien des infrastructures, la santé et l'éducation, puis affaiblir la croissance et l'impôt. La maîtrise du fonctionnement doit cibler les doublons, les privilèges et les dépenses peu utiles tout en protégeant les services essentiels. Des engagements permanents doivent être accompagnés de recettes permanentes.

Enfin, le Mali doit porter au sein de l'UMOA une meilleure coordination des calendriers d'émission, le développement du marché secondaire et des mécanismes régionaux de garantie soigneusement encadrés. La question monétaire doit rester ouverte à l'examen, sans servir d'alibi aux défaillances de gestion. Le succès se mesurera à des échéances moins concentrées, à une charge mieux maîtrisée et à des investissements effectivement productifs. L'objectif d'une politique de dette est de transmettre aux générations suivantes des capacités supplémentaires, avec des obligations qu'elles pourront assumer.

Dr. Hamed Sow :
expert international



- Mara TV

Sada DEMBÉLÉ

Un homme serviable, loyal et profondément engagé au service de sa communauté.

Sada Dembélé vient d'être honoré par le Conseil national des jeunes des États-Unis pour sa contribution en faveur de la communauté malienne.

Homme de consensus, il a toujours su, avec intelligence et disponibilité, œuvrer au rapprochement des uns et des autres. À Philadelphie, il joue notamment un rôle important de trait d'union entre les aînés et les jeunes de la communauté malienne.

Cette reconnaissance vient saluer un engagement constant et désintéressé.

Félicitations à Sada pour cette belle distinction !



- Abdoulaye Diop

Dans le cadre de la célébration du 66ème anniversaire de l'accession du Mali à la souveraineté internationale, j'ai présidé, ce mardi 22 septembre 2026 à la Mission Permanente du Mali à New York, la cérémonie de montée des couleurs, en présence des membres de la Communauté malienne, venus pour la circonstance.

Moment festif empreint de solennité, de convivialité et de fraternité, cette montée des couleurs au rythme de l'hymne national a été un symbole fort de l'attachement et de l'union des cœurs des Maliens de New York à leur chère patrie pour laquelle ils ont renouvelé leur engagement à contribuer à sa défense et à son essor socio-économique.

Je salue la combativité et l'esprit de résilience des Maliens face à l'adversité, et le courage invincible de nos forces de défense et de sécurité dans les théatres d'opération contre le terrorisme. La construction de notre pays requiert l'engagement, la détermination et la contribution de tous les fils et filles du Mali où qu'ils se trouvent.



- Hamidou Doumbia

Séjour aux États-Unis : étape de Philadelphie

À Philadelphie, nous avons privilégié les rencontres et les moments de partage avec nos compatriotes. Nous avons rendu visite à plusieurs familles et par-

tagé un dîner fraternel avec des responsables de la communauté malienne.

Nous nous sommes également rendus à la mosquée, où nous avons invité les fidèles à prier pour le Mali, la paix et la quiétude dans notre pays



- Ba Madani Dén

L'élévation en grade de six (06) agents (policiers et militaires) qui assurent la sécurité de Seïd Cherif Ousmane Madani HAÏDARA en ce jour mémorable du 22 septembre 2026.



- African Union

Les accords renouvelés de l'AU et de l'ONU pour renforcer le partenariat stratégique dans le soutien opérationnel.

Lors d'une cérémonie au siège de l'ONU à New York, le 21 septembre, S.E. Selma Malika Haddadi, vice-président de la Commission de l'Union africaine, et M. Atul Khare, secrétaire général en charge du soutien opérationnel, ont signé le Memorandum d'intention renouvelé sur la coopération dans le soutien opérationnel et le Memorandum d'entente sur l'échange de connaissances et d'expertise (KEEP).

S'agissant de la mise en œuvre au-delà de la coordination vers une alignement stratégique, des priorités partagées et une coopération pratique, ils ont souligné l'importance de la mise en œuvre continue, le développement de la capacité institutionnelle et les systèmes de soutien opérationnel solides.

« À mesure que les défis mondiaux et continentaux deviennent de plus en plus complexes, notre corporation doit continuer à évoluer de la coordination vers l'alignement stratégique, guidée par nos priorités partagées, notre responsabilité mutuelle et notre impact mesuré », a déclaré S.E. Amb. Haddadi.

« Notre coopération a montré la valeur de la capacité renouvelée, ancrée dans des objectifs partagés et des apprentissages mutuels », a déclaré M. Khare. Il a ajouté que « La renouvellement de ces accords fournit une base importante pour la prochaine phase de notre partenariat et pour renforcer la propriété de l'Union africaine, la capacité institutionnelle et la préparation opérationnelle. »

Les accords renouvelés s'appuient sur près d'une décennie de coopération sous le programme KEEP, établi en 2016 et revitalisé en 2022, avec une croissance de l'attention sur le développement

de la capacité, la renouvellement de la capacité institutionnelle et la coopération pratique, l'Union africaine et l'ONU.



- LA FRANCE QUI GAGNE

Zinedine Zidane et Fabien Barthez se retrouvent sur les terrains d'entraînement de Clairefontaine pour inaugurer une nouvelle ère du football français.

Le duo champion du monde 1998 et d'Europe 2000 occupe désormais respectivement les postes d'entraîneur principal et d'entraîneur des gardiens des bleus. La boucle est bouclée

#equipedefrance





- Makenson Joseph

La présidente par intérim du Venezuela Delcy Rodriguez a quitté son siège pour chercher le premier ministre espagnol dans la salle alors qu'un discours était en cours. Avec l'aide des protocoles elle a trouvé le premier ministre espagnol Pedro Sanchez à qui elle a demandé de plaider sur la situation au Venezuela.

Le premier ministre espagnol était lui même au téléphone lorsque Delcy Rodriguez la présidente vénézuélienne est venue l'interrompre.

La présidente vénézuélienne venait juste d'assister au discours de Donald Trump humiliant l'ex président Nicolas Maduro qu'il a qualifié de criminel.



- Arouna le sage 24

Yolande Nda TANOH épouse BAKAYOKO nommée au Conseil constitutionnel

Ce mercredi 23 septembre 2026, le Président Alassane Ouattara a procédé à plusieurs nominations au Conseil constitutionnel.

Mme Yolande Nda TANOH épouse BAKAYOKO, avocate, est nommée Conseillère au Conseil constitutionnel pour un mandat de six ans, à compter du 1er octobre 2026.

Fisrt magazine



- Julius Maada Bio

J'ai rencontré le président Mamady Doumbouya, le président de la République de la Guinée, à New York. Nous nous sommes engagés à renforcer les liens de notre pays pour le bénéfice continu de notre peuple.

J'ai officiellement invité le président Doumbouya à participer au Sommet de l'Intégration et des Investissements en Afrique de l'Ouest (WAIIS), qui se tiendra à Lungi au centre international de conférence Julius Maada Bio.



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Diplomatie : L'AES renforce son dialogue avec des partenaires européens à New York



La Confédération des États du Sahel (AES) poursuit son offensive diplomatique sur la scène internationale. En marge de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, les ministres des Affaires étrangères de la Confédération ont tenu, mardi 22 septembre 2026 à New York, une séance de travail avec leurs homologues de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suisse.

Cette rencontre de haut niveau a permis aux différentes parties d'échanger directement sur plusieurs questions d'intérêt commun, dans un contexte marqué par d'importants défis sécuritaires, économiques et géopolitiques.

Les discussions ont notamment porté sur la nécessité de maintenir un dialogue politique régulier entre la Confédération AES et ses partenaires européens. Les ministres ont également abordé la menace terroriste, considérée comme un phénomène dépassant les frontières du Sahel et nécessitant, par conséquent, des réponses adaptées à sa dimension internationale.

Les représentants de l'AES ont insisté sur la nécessité de prendre en considération les attentes des populations sahéliennes ainsi que les priorités définies par les gouvernements des États membres de la Confédération. Une approche qui traduit la volonté de l'AES de voir ses partenariats extérieurs davantage alignés sur les besoins et les choix souverains de ses États membres.

Au-delà des questions politiques et sécuritaires, les échanges ont porté sur les perspectives de renforcement de la coopération économique, commerciale et industrielle entre les pays de l'AES et l'Allemagne, l'Italie et la Suisse.

Cette séance de travail apparaît ainsi comme une nouvelle étape dans le dialogue entre la Confédération et certains partenaires européens. L'AES affirme sa disponibilité à développer des relations fondées sur le respect mutuel, la sincérité et la recherche d'intérêts partagés.

À l'issue de la rencontre, les ministres ont réaffirmé leur volonté de pérenniser ce dialogue politique. Pour la Confédération AES, l'objectif affiché est clair : privilégier des partenariats d'égal à égal et rompre avec les schémas de dépendance qui ont longtemps caractérisé certaines relations internationales.

Fatou Sissoko

Concours Génies en Herbe OHADA : Le Mali à l'honneur à Lomé



La grande salle d'audience de la Cour d'Appel de Lomé, au Togo, a servi de cadre, le samedi 19 septembre 2026, aux épreuves écrites de la

finale de la 17e édition du Concours International Génies en Herbe OHADA. Un rendez-vous majeur consacré à la promotion de l'excellence juridique auprès de la jeunesse universitaire africaine, avec une présence remarquée du Mali.

À cette occasion, le Coordonnateur national du Mali du Concours International Génies en Herbe OHADA a eu l'honneur de présider le jury des épreuves écrites de cette finale. Une responsabilité qui témoigne de son implication de longue date dans la promotion du droit OHADA et dans l'accompagnement des jeunes juristes africains.

La compétition a notamment permis aux équipes du Bénin et de la Guinée de mettre en évidence leurs connaissances et leur maîtrise des problématiques juridiques, devant les délégués représentant douze grandes universités de l'espace OHADA.

Au-delà de la compétition, ce rendez-vous de Lomé constitue un véritable cadre de formation, d'émulation et de partage d'expériences entre les futures générations de professionnels du droit en Afrique. Il contribue également à mieux faire connaître le droit des affaires harmonisé dans les États membres de l'OHADA.

Le Coordonnateur national du Mali a salué la confiance du Président du Comité International, Dr Pierre Olivier Lobé, de Me Godwin, Project Manager, ainsi que de l'ensemble de l'équipe organisatrice.

Engagé depuis plus de dix ans dans l'accompagnement de cette jeunesse, le responsable malien se réjouit surtout de voir d'anciens participants exercer aujourd'hui comme magistrats, avocats, juristes d'affaires ou hauts cadres des administrations publiques.

Une satisfaction qui donne tout son sens à cet engagement : contribuer à la formation d'une nouvelle génération de juristes, au rayonnement du Mali et à la consolidation d'un droit OHADA au service de l'intégration économique africaine.

Arouna Sidibé

SENAJE 2026 : Le CNJ-Mali mise sur l'agriculture pour l'emploi et l'autonomisation des jeunes



Dans le cadre de la Semaine nationale de la jeunesse du Mali (SENAJE 2026), le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) et l'UDA ont franchi une nouvelle étape dans leur collaboration en procédant à la signature d'une convention de partenariat. L'accord vise notamment à renforcer les initiatives en faveur de l'insertion socio-économique et de l'autonomisation de la jeunesse malienne.

Cette activité a été couplée à l'organisation d'un grand panel consacré au thème : « Jeunesse et Agriculture : opportunités d'emplois pour les jeunes dans le secteur agricole ». Un sujet particulièrement important dans un pays où l'agriculture demeure l'un des principaux secteurs susceptibles de favoriser la création d'emplois et l'entrepreneuriat des jeunes.

Le panel a réuni plusieurs spécialistes et acteurs du secteur, notamment le Pr Bocar Ahamadou, Directeur pays d'AGRA ; Dr Assoumane Maïga, Conseiller technique à l'Union nationale des planteurs et maraîchers du Mali (UNCMP) et représentant des partenaires de mise en œuvre des projets YEFFA ; Diadié Soumaré ainsi qu'Alou Diarra de WAEIF.

Les échanges ont permis d'explorer les différentes opportunités offertes aux jeunes par les chaînes de valeur agricoles, notamment en matière d'em-

ploi, d'entrepreneuriat et d'autonomisation économique.

Au-delà de la production agricole traditionnelle, les discussions ont ainsi mis en évidence la nécessité d'encourager davantage les jeunes à considérer l'agriculture comme un véritable secteur économique capable de générer des revenus et de créer des emplois durables.

À travers cette initiative, le CNJ-Mali entend poursuivre la mobilisation des institutions, organisations et partenaires autour des préoccupations de la jeunesse. La SENAJE 2026 se positionne ainsi comme un espace de dialogue, mais également de recherche de solutions concrètes aux défis auxquels les jeunes Maliens sont confrontés.

La convention entre le CNJ-Mali et l'UDA s'inscrit dans cette dynamique, avec l'ambition de transformer les aspirations de la jeunesse en opportunités économiques et professionnelles.

Moussa Diarra

Protection des données personnelles : L'APDP et l'IPDCP scellent leur coopération



L'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel (APDP) a reçu, le mercredi 23 septembre 2026, une délégation de l'Instance de Protection des Données à caractère Personnel (IPDCP), conduite par son Président, le Colonel Bediani BELEI. Cette rencontre, consacrée au partage d'expériences, a été couronnée par la signature d'un protocole de convention entre les deux institutions.

À l'ouverture des travaux, le Président de l'APDP, Pr Mamoudou SAMASSEKOU, a souhaité la bienvenue à ses hôtes avant de souligner l'importance de cette rencontre dans le renforcement des relations entre les deux autorités. Pour l'APDP, la coopération institutionnelle constitue un levier important pour partager les bonnes pratiques et mieux répondre aux défis liés à la protection des informations personnelles.

Le Colonel Bediani BELEI a, pour sa part, salué l'accueil réservé à sa délégation et insisté sur l'intérêt d'une collaboration renforcée entre les deux institutions.

Les travaux ont également permis de dresser un état des lieux de la protection des données personnelles au Mali. Dr Mahamadou Aly HAIDARA, Directeur des Affaires Juridiques, de la Conformité et du Contentieux, a présenté le cadre juridique existant, les principales réalisations enregistrées ainsi que les perspectives envisagées.

La délégation de l'IPDCP a également présenté son institution, son dispositif juridique et ses principales missions. Les échanges qui ont suivi ont permis aux deux parties de confronter leurs expériences et leurs pratiques en matière de protection des données.

Point culminant de cette rencontre, la signature d'un protocole de convention entre l'APDP et l'IPDCP vient formaliser leur volonté de travailler davantage ensemble.

Dans un contexte marqué par l'accélération de la transformation numérique et la multiplication des échanges de données, cette coopération devrait favoriser le développement d'actions conjointes, le partage d'expertise et le renforcement des mécanismes destinés à garantir une meilleure protection des données à caractère personnel.

Mohamed N'Diaya

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Gestion des crises : Le CECOGEC se dote d'une salle des opérations modernisée



Le Centre de Coordination et de Gestion des Crises (CECOGEC) renforce son dispositif opérationnel avec la réception, le 21 septembre 2026 à Bamako, de sa salle des opérations entièrement rénovée. Réalisée avec l'appui de Huawei, cette modernisation doit permettre une meilleure veille opérationnelle, une centralisation plus efficace des informations et une coordination renforcée des services lors des situations de crise.

La cérémonie de réception des nouvelles installations a été présidée par le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Division Daoud Aly Mohammedine. Elle marque une nouvelle étape dans le renforcement des capacités du CECOGEC, structure appelée à jouer un rôle central dans l'anticipation, le suivi et la gestion des crises.

Les travaux réalisés ont été présentés aux responsables et invités avant la traditionnelle coupure du ruban. Le ministre et sa délégation ont ensuite effectué une visite des nouvelles installations afin de prendre connaissance des équipements et des capacités désormais disponibles.

Une simulation opérationnelle a également été organisée. Elle a permis de mettre à l'épreuve le nouveau dispositif et d'illustrer son fonctionnement dans le cadre de la gestion d'une situation de crise.

Grâce à cette modernisation, le CECOGEC dispose désormais d'outils destinés à améliorer la veille opérationnelle et le traitement des informations. La nouvelle salle doit notamment faciliter la centralisation des données provenant des différents services, le suivi des incidents ainsi que la circulation de l'information entre les structures concernées.

L'enjeu est important : dans une situation de crise, la rapidité de la collecte et du traitement des informations, mais aussi la coordination entre les différents intervenants, peuvent être déterminantes pour l'efficacité de la réponse apportée.

La rénovation de cette salle des opérations s'inscrit ainsi dans une logique de modernisation des mécanismes de prévention et de gestion des crises au Mali.

Prenant la parole à cette occasion, le Général de Division Daoud Aly Mohammedine a exprimé sa reconnaissance au Président de la Transition, Chef de l'État et Chef suprême des Armées, le Général d'Armée Assimi Goïta, pour les efforts consentis en faveur du renforcement des capacités des services de sécurité et de protection civile.

Le ministre a également félicité la direction et le personnel du CECOGEC pour le travail accompli. Il a, par ailleurs, salué l'accompagnement de Huawei dans la réalisation du projet.

Dans un environnement où les crises peuvent revêtir des formes diverses, allant des enjeux sécuritaires aux catastrophes et autres situations d'urgence, la capacité à disposer rapidement d'informations fiables constitue un élément essentiel de la prise de décision.

La nouvelle salle des opérations devrait ainsi permettre au CECOGEC de renforcer sa capacité à suivre les événements, à faciliter la prise de décision et à coordonner les interventions des services concernés.

À travers cet investissement technologique, l'ambition affichée est de disposer d'un dispositif plus réactif et mieux adapté aux exigences de la gestion moderne des crises. Pour le CECOGEC, il s'agit surtout de transformer les informations disponibles en réponses coordonnées et rapides au service de la protection des populations et des institutions.

Moussa Diarra



Manipulation de l'information au Sahel : Bandiougou Danté plaide pour une plus grande résilience des médias



Le Président de la Maison de la Presse du Mali, El Hadj Bandiougou Danté, prend part, ce mercredi 23 septembre 2026 à Ouagadougou, au Burkina Faso, aux travaux consacrés aux enjeux de l'information et des médias dans l'espace sahélien. Il intervient notamment dans un panel sur la « Manipulation de l'information au Sahel », une problématique devenue centrale dans un environnement régional marqué par les défis sécuritaires, la transformation numérique et la circulation rapide des contenus sur les réseaux sociaux.

La participation du Président de la Maison de la Presse du Mali à cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de coopération entre les acteurs médiatiques de la région. Les travaux de Ouagadougou offrent un cadre de réflexion et d'échanges sur les moyens de renforcer la résilience des médias et d'améliorer la qualité de l'information mise à la disposition des populations.

Au cœur des discussions figure la manipulation de l'information au Sahel. Avec le développement des plateformes numériques et des réseaux sociaux, les professionnels des médias évoluent désormais dans un environnement où l'information circule à grande vitesse. Cette évolution impose aux rédactions de renforcer leurs mécanismes de vérification et leurs pratiques professionnelles afin de distinguer les faits établis des rumeurs et des contenus manipulés.



Le panel auquel participe El Hadj Bandiougou Danté permet ainsi aux différents intervenants d'examiner les défis auxquels sont confrontés les journalistes et les entreprises de presse dans la région.

L'un des enjeux consiste à développer davantage de synergies entre les médias sahéliens. Le partage d'expériences, la mutualisation de certaines pratiques de vérification et le renforcement des compétences professionnelles peuvent contribuer à améliorer la capacité des rédactions à traiter des sujets sensibles et à répondre aux phénomènes de désinformation.

Dans un espace sahélien confronté à d'importants défis sécuritaires, politiques, économiques et sociaux, la qualité de l'information revêt une importance particulière. Une information vérifiée et contextualisée permet aux citoyens de mieux comprendre les événements, tandis que la propagation de contenus inexacts ou manipulés peut alimenter la confusion et fragiliser la confiance envers les médias.

La rencontre de Ouagadougou met donc également en lumière la responsabilité des professionnels de l'information. Au-delà de la rapidité de publication, la vérification des sources, le recoupement des informations, le respect de la déontologie et la contextualisation des faits demeurent des exigences fondamentales du métier de journaliste.

À travers la participation de son Président, la Maison de la Presse du Mali réaffirme son engagement en faveur d'un espace médiatique sahélien professionnel et responsable.

Elle entend également contribuer au rapprochement entre les organisations de médias de la région afin de favoriser le partage d'expériences et la recherche de réponses communes aux défis contemporains de l'information.

Les travaux de Ouagadougou apparaissent ainsi comme une opportunité de consolider les passerelles entre professionnels des médias du Sahel. Face à la manipulation de l'information, l'enjeu est désormais de renforcer simultanément les compétences des journalistes, la coopération régionale et la confiance du public dans les médias.

Karamoko B Keita

66e anniversaire de l'Indépendance : À New York, Abdoulaye Diop appelle la diaspora à contribuer à la construction du Mali



La Mission permanente du Mali auprès des Nations Unies à New York a vibré, le mardi 22 septembre 2026, au rythme de l'hymne national à l'occasion de la célébration du 66e anniversaire de l'accession du pays à la souveraineté internationale. Présidée par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, la cérémonie de montée des couleurs a rassemblé des membres de la communauté malienne établis à New York autour d'un message d'unité, de résilience et d'engagement en faveur de la patrie.

Loin de Bamako, le 22 septembre a conservé toute sa dimension symbolique. À la Mission permanente du Mali à New York, diplomates et membres de la diaspora se sont retrouvés dans une atmosphère à la fois solennelle, festive et fraternelle pour commémorer cette date majeure de l'histoire nationale.

La montée des couleurs, accompagnée de l'hymne national, a constitué le temps fort de la cérémonie. Elle a été l'occasion pour les Maliens présents de manifester leur attachement à leur pays et de renouveler leur volonté de contribuer à sa défense ainsi qu'à son développement socio-économique.

S'adressant à ses compatriotes, le ministre Abdoulaye Diop a particulièrement insisté sur la combativité et la capacité de résilience du peuple malien face aux difficultés auxquelles le pays est confronté.

Dans un contexte marqué notamment par les défis sécuritaires, le chef de la diplomatie malienne a également rendu hommage aux Forces de défense et de sécurité engagées sur les différents théâtres d'opérations dans la lutte contre le terrorisme. Il a salué leur courage et leur engagement dans la défense du territoire national.

Au-delà de l'hommage aux forces combattantes, Abdoulaye Diop a placé la responsabilité collective au centre de son message. Pour le ministre, la construction du Mali ne saurait être l'affaire des seules autorités ou des citoyens vivant sur le territoire national. Elle nécessite l'engagement et la contribution de tous les Maliens, où qu'ils se trouvent dans le monde.

Cette adresse revêt une importance particulière pour la diaspora, appelée à jouer un rôle dans le développement économique et social du pays à travers ses compétences, ses initiatives, ses investissements et son engagement citoyen.

La célébration de New York a ainsi permis de rappeler que la fête de l'Indépendance demeure, au-delà des cérémonies officielles, un moment de communion nationale et de réflexion sur les responsabilités de chaque citoyen dans la construction du pays.

À travers cette cérémonie organisée sur le sol américain, la communauté malienne de New York a réaffirmé son lien avec la mère patrie. Soixante-six ans après l'accession du Mali à la souveraineté internationale, le message porté depuis la Mission permanente reste celui du rassemblement : face aux défis du moment, chaque Malienne et chaque Malien, de l'intérieur comme de la diaspora, est appelé à apporter sa pierre à l'édification nationale.

Arouna Sidibé



66e anniversaire de l'Indépendance : Assimi Goïta appelle à « l'union sacrée autour de la République »



Le Mali a célébré, le mardi 22 septembre 2026, le 66e anniversaire de son accession à l'indépendance. Présidées au Génie militaire de Bamako par le Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition, Chef de l'État et Chef suprême des Armées, les festivités ont été marquées par un hommage aux héros de la Nation, un imposant défilé des Forces de Défense et de Sécurité et une parade aérienne. À cette occasion, le Chef de l'État a appelé les Maliens à « l'union sacrée autour de la République » face aux défis sécuritaires et à la défense de la souveraineté nationale.

La célébration s'est déroulée en présence du Premier ministre, du Président du Conseil national de Transition, des membres du Gouvernement, des représentants des Institutions de la République ainsi que de plusieurs partenaires et amis du Mali.

Premier temps fort de cette commémoration : le dépôt d'une gerbe de fleurs au Monument du Soldat inconnu. Par ce geste solennel, le Président de la Transition a rendu hommage aux militaires tombés dans l'accomplissement de leur mission de défense de la Patrie. Après l'exécution de l'hymne national, le Chef suprême des Armées a procédé à la revue des troupes.

La cérémonie s'est ensuite poursuivie par un défilé mettant en avant plusieurs composantes des Forces de Défense et de Sécurité. Les élèves du Prytanée militaire, les personnels de l'Administration pénitentiaire, des Eaux et Forêts, des Douanes, de la Protection civile, de la Police, de la Gendarmerie et de la Garde nationale ont notamment participé à cette démonstration.

Les unités du Génie militaire, de l'Armée de l'Air, de l'Armée de Terre et du Bataillon des sports ont également défilé devant le Chef de l'État. Une parade aérienne de l'Armée de l'Air est venue compléter cette séquence militaire.

À l'issue des festivités, le Général d'Armée Assimi Goïta est revenu sur la dimension historique du 22 septembre 1960. Il a rendu hommage au premier Président du Mali indépendant, Modibo Keïta, et à ses compagnons, qui, selon ses mots, « ont tracé le chemin de l'honneur et de la dignité ».

Abordant la situation actuelle du pays, le Président de la Transition a salué la résilience du peuple malien et réaffirmé la volonté des autorités de poursuivre le processus de refondation et de consolidation de la souveraineté nationale.

Sur le front sécuritaire, il a rendu hommage aux Forces Armées Maliennes ainsi qu'à leurs partenaires engagés dans les opérations de sécurisation du territoire. Le Chef de l'État a également eu une pensée pour les victimes civiles et militaires et souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Face aux défis auxquels le Mali reste confronté, Assimi Goïta a appelé à resserrer les rangs autour des institutions et des Forces de Défense et de Sécurité. « Nous avons pris un chemin de non-retour pour la sauvegarde de notre souveraineté », a-t-il déclaré.

Soixante-six ans après l'indépendance, cette commémoration aura ainsi associé devoir de mémoire, démonstration militaire et appel à l'unité nationale dans un contexte où les questions de sécurité, de souveraineté et de cohésion demeurent au cœur des priorités des autorités de la Transition.

Yacouba Ongoiba



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

SITHO 2026 : Le Mali, pays invité spécial à Ouagadougou



Le Mali prend part à la 16e édition du Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou (SITHO), qui se tient du 22 au 27 septembre 2026 au Burkina Faso. Pays invité spécial de cette édition, il est représenté par le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé.

Arrivé le mardi 22 septembre à Ouagadougou, le ministre Mamou Daffé a été accueilli à l'aéroport par son homologue burkinabè, Pingdwendé Gilbert Ouédraogo, ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme.

Placée sous le thème « Financement des projets structurants : un levier pour le développement du tourisme », cette 16e édition du SITHO réunit les principaux acteurs du secteur autour des enjeux liés à la promotion des destinations, au financement des investissements touristiques, aux échanges professionnels et au développement de nouveaux partenariats.

La cérémonie officielle d'ouverture est placée sous la présidence du Premier ministre du Burkina Faso, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo.

Le statut de pays invité spécial constitue pour le Mali une importante vitrine pour mettre en valeur ses potentialités touristiques, culturelles et artisanales. Malgré les défis auxquels le secteur reste confronté, le pays dispose d'un patrimoine historique et culturel considérable pouvant constituer un levier de développement économique et de création d'emplois.

La participation malienne au SITHO 2026 s'inscrit également dans la dynamique de rapprochement entre les pays membres de la Confédération des États du Sahel (AES). Le tourisme et la culture apparaissent, dans ce cadre, comme des secteurs susceptibles de favoriser davantage les échanges entre les populations et le développement d'initiatives économiques communes.

À Ouagadougou, la délégation malienne entend ainsi promouvoir la destination Mali, renforcer les échanges d'expériences et explorer de nouvelles perspectives de coopération et d'investissement.

Le SITHO 2026 offre ainsi au Mali l'occasion de conjuguer promotion de son patrimoine, diplomatie culturelle et intégration touristique dans l'espace AES.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Droit au développement : Le Burkina Faso plaide pour une réforme de l'architecture financière mondiale



À l'occasion de la commémoration du 40e anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement, le Burkina Faso a appelé à une réduction des inégalités mondiales et à une réforme de l'architecture financière internationale. À New York, le ministre des Affaires étrangères, Karamoko Jean Marie Traoré, a défendu la vision burkinabè d'un développement endogène, souverain et durable.

Pour le chef de la diplomatie burkinabè, les États doivent pouvoir définir leurs propres trajectoires de développement, en privilégiant notamment la production et la transformation locales des ressources ainsi que le renforcement des capacités nationales.

Karamoko Jean Marie Traoré a présenté plusieurs résultats économiques et agricoles attribués par les autorités à cette orientation. Selon les chiffres qu'il a avancés, la production céréalière du Burkina Faso est passée de 5,1 à 7,15 millions de tonnes en trois ans, tandis que la croissance économique a atteint 5,3 % en 2025.

Le ministre a également évoqué la situation des pays de la Confédération des États du Sahel (AES), affirmant leur volonté de protéger leurs populations, leurs territoires et leur souveraineté. Sur les questions relatives aux droits humains, il a appelé à privilégier l'impartialité, le contradictoire, l'égalité de traitement et l'établissement des faits.

Sur le plan économique international, le Burkina Faso demande une réforme du système financier mondial, une fiscalité jugée plus équitable et un renforcement des capacités productives des États.

Le ministre a par ailleurs présenté le terrorisme, les ingérences ainsi que les atteintes à la souveraineté et à l'intégrité territoriale comme des obstacles au développement.

Quarante ans après l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement, le Burkina Faso entend ainsi replacer la souveraineté économique et la réduction des inégalités au centre du débat international.

« En donnant au droit au développement toute sa portée, nous contribuerons à bâtir un monde plus juste, plus stable et plus prospère », a conclu Karamoko Jean Marie Traoré.

Arouna Sidibé

Sénégal-Libéria : Diomaye Faye et Joseph Boakai veulent renforcer la coopération économique



En marge de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le Président sénégalais, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, s'est entretenu avec son homologue libérien, Joseph Nyuma Boakai. Les deux Chefs d'État ont notamment évoqué le renforcement des échanges commerciaux et des investissements, ainsi que les questions de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest.

Cette rencontre est intervenue à la suite de l'entretien du Président sénégalais avec le ministre des Affaires étrangères du Royaume de Bahreïn. Elle s'inscrit dans la série de consultations diplomatiques menées par Bassirou Diomaye Faye en marge des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU.

Au cours de leurs échanges, les Présidents Faye et Boakai ont salué les relations anciennes de fraternité entre le Sénégal et le Libéria. Les deux pays partagent notamment leur appartenance à l'espace ouest-africain et leur intérêt pour les questions de démocratie, de stabilité et d'intégration régionale.

Sur le plan économique, les deux dirigeants ont examiné les possibilités d'intensifier les échanges commerciaux et de favoriser davantage les investissements entre leurs pays. L'objectif affiché est de donner une dimension économique plus importante aux relations bilatérales et de faire bénéficier les populations des opportunités pouvant découler de cette coopération.

La situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest a également occupé une place dans les discussions. Dakar et Monrovia ont réaffirmé leur attachement au dialogue et au respect du droit international dans la recherche de solutions aux défis liés à la paix et à la stabilité sous-régionales.

Enfin, les deux Chefs d'État ont abordé l'élection du prochain Secrétaire général des Nations Unies. Ils ont échangé sur les enjeux de cette échéance pour l'avenir de l'Organisation et, plus largement, sur les défis auxquels le multilatéralisme est confronté.

Cette rencontre de New York traduit ainsi la volonté du Sénégal et du Libéria d'approfondir leur dialogue politique tout en donnant une nouvelle impulsion à leur coopération économique.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Éliminatoires CAN 2027 : La FEMAFOOT mobilise les Aigles avant le choc contre le Cap-Vert



À trois jours de l'entrée en lice du Mali dans les éliminatoires de la CAN 2027, le Comité exécutif de la Fédération Malienne de Football (FEMAFOOT) s'est rendu, mardi 22 septembre 2026, au Centre de Kabala pour apporter son soutien aux Aigles. Conduite par son président, Mahazou dit Baba Cisset, la délégation a appelé à l'unité et à la mobilisation avant la réception du Cap-Vert.

Le Mali affrontera les Requins Bleus du Cap-Vert, le vendredi 25 septembre au Stade du 26 Mars de Bamako, à partir de 19 heures, pour le compte de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2027.

À l'approche de ce premier rendez-vous, la direction de la FEMAFOOT a tenu à manifester sa proximité avec la sélection nationale. Devant les joueurs et leur encadrement, Mahazou dit Baba Cisset a transmis le soutien des autorités maliennes et, au-delà, celui du peuple malien.

Le président de la Fédération a particulièrement insisté sur l'importance de l'unité, de la solidarité et de la cohésion pour faire face aux défis qui attendent la sélection durant cette campagne qualificative.

Il a également rappelé les efforts engagés pour renforcer le staff technique autour des Aigles, avec l'ambition de rapprocher davantage l'encadrement de la sélection nationale des exigences et standards internationaux.

Cette visite intervient alors que les Aigles poursuivent leur préparation à Kabala pour cette première confrontation, importante pour bien lancer leur campagne.

Face au Cap-Vert, les Maliens chercheront ainsi à réussir leur entrée dans ces éliminatoires devant leur public. À quelques jours du coup d'envoi, l'heure est donc à la concentration et à la mobilisation générale autour de la sélection nationale.

Le rendez-vous est pris pour vendredi à 19 heures au Stade du 26 Mars, avec l'objectif pour les Aigles de démarrer leur parcours vers la CAN 2027 sur une dynamique positive.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com